

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5, avenue de la Palette
95010 Pontoise

Pontoise, le 27 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 9 décembre 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REP (Routière de l'Est Parisien)

Route d'Ecouen
95720 BOUQUEVAL

Références : **UD95-2022-1011-TB**
Code AIOT : **0006506767**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 décembre 2022 dans l'établissement REP (Routière de l'Est Parisien) implanté Lieu-dit Le Paradis 95720 LE PLESSIS GASSOT. L'inspection a été annoncée le 21 novembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Compte tenu des enjeux relatifs au stockage des déchets et de l'envergure de ce site, l'établissement LA REP du Plessis-Gassot est un site ICPE considéré prioritaire par l'Inspection. À ce titre, au moins une visite d'inspection a lieu chaque année sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REP (Routière de l'Est Parisien)
- Lieu-dit Le Paradis 95720 LE-PLESSIS-GASSOT
- Code AIOT : 0006506767
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REP exploite sur les communes du Plessis-Gassot, Mesnil-Aubry et d'Ecouen une carrière de sablon et limons et une installation de stockage de déchets non dangereux (ordures ménagères, refus de tri d'encombrants, déchets d'activité économique ultimes) pour le comblement des vides de fouille de la carrière. Une plate-forme de compostage de déchets verts et une autre de broyage de bois sont également exploitées par la société sur le site. Elle a également développé une activité

de traitement de terres polluées.

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 modifié en dernier lieu le 3 novembre 2021.

L'arrêté ministériel sectoriel du 15 février 2016 modifié s'applique également. Les prescriptions applicables sont celles les plus contraignantes de ces arrêtés.

Les principales caractéristiques du site sont :

- capacité journalière maximale : 3 600 t/j de déchets pouvant être accueillis ;
- capacité annuelle : 1 100 000 t/an de déchets pouvant être stockés dont 790 000 t/an au maximum de déchets non dangereux non inertes ;
- durée d'exploitation fixée à 21 ans à partir du 19 décembre 2006.

La principale activité du site concerne le stockage de déchets non dangereux qui relève des rubriques 3540-1 (IED) et 2760-2b de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Quantité de déchets stockés,
- Registre des déchets reçus,
- Quantité de compost,
- Conditions d'entreposage de compost,
- Unité de valorisation du biogaz,
- Ressource en eau et mousse,
- Rejets atmosphériques,
- Rejets aqueux – VLE – Autosurveillance.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Quantité de déchets stockés	AP Complémentaire du 03/11/2021, article 1	/	Sans objet
2	Registre des déchets reçus	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 8.1.2.4.2	/	Sans objet
3	Quantité de compost	AP Complémentaire du 03/11/2021, article 1	/	Sans objet
4	Conditions d'entreposage de compost	AP Complémentaire du 06/07/2009, article 8.1	/	Sans objet
5	Unité de valorisation du biogaz	AP Complémentaire du 05/03/2012, article 7.4.3.1	/	Sans objet
6	Ressource en eau et mousse	AP Complémentaire du 05/03/2012, article 7.6.3	/	Sans objet
7	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 05/03/2012, article 3.2.4	/	Sans objet

8	Rejets aqueux – VLE	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 4.3.9.1	/	Sans objet
9	Rejets aqueux – Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 9.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le résultat de l'inspection est satisfaisant. Aucune non-conformité n'a été constatée sur les points de contrôle abordés lors de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de déchets stockés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/11/2021, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Quantité de DND stockés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Capacité de l'installation au titre des rubriques 3540-1 et 2760-2 : Installation existante : Poursuite et extension de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux. Capacité journalière maximale autorisée : 3 600 t/j Capacité annuelle maximale autorisée : 1 100 000 t/an de déchets dont : – 790 000 t/an de déchets non dangereux hors déchets inertes – 160 000 t/an en valorisation de déchets non dangereux d'aménagement tels que définis à l'article 2 du présent arrêté. Durée : 21 ans à compter du 19/12/2006 Volume total de déchets pouvant être admis à compter du 19/12/2006 : – Poursuite de l'exploitation : 5 000 000 m³ – Extension : 14 000 000 m³</p>
<p>Constats : Au 8 décembre 2022, le site (ISDND) a reçu les quantités de déchets suivantes : - 740 000 t de déchets non-dangereux, - 5 000 t de déchets en valorisation, - 68 000 t de déchets inertes, soit 813 000 t de déchets.</p> <p>L'exploitant observe depuis juillet, en 2022, une baisse des tonnages reçus. Selon ses dires, cette évolution s'explique par le ralentissement des activités des entreprises (parts principales des apports de déchets du site).</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p> <p>Observations : L'exploitant indique qu'il va, à partir de cette année, comptabiliser de manière séparée les ordures ménagères (OM) reçues dans le cadre des délestages issus des UVE à l'arrêt, comme cela est permis par l'article L. 541-25-1 du code de l'environnement. L'idée est ici de dimensionner les éventuelles « capacités de secours » évoquées dans le cadre de la prochaine autorisation (projet d'extension de capacités).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre des déchets reçus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 8.1.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets reçus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le registre des déchets présentés à l'entrée des installations. Ce registre comporte a minima les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1- la désignation des déchets et leur code (...); 2- la date de réception des déchets ; 3- le tonnage des déchets réceptionnés ; 4- la référence du certificat d'information préalable ou du certificat d'acceptation préalable ; 5- le nom et l'adresse de l'expéditeur ; 6- le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés et triés ; 7- le nom, l'adresse du transporteur (...) ainsi que le numéro d'immatriculation du véhicule ; 8- l'identification de l'alvéole et du casier où les déchets sont stockés ; 9- les résultats des contrôles réalisés à la réception des déchets, y compris les contrôles sur les documents d'accompagnement ; 10- la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets adressé au producteur des déchets ou à leur détenteur ; 11- le cas échéant, la date de la notification de refus et le motif de refus de prise en charge des déchets. <p>Constats : Pour son ISDND, l'exploitant tient un registre informatique des déchets entrant sur le site. Ce registre est tenu à jour en temps réel via les informations reçues à la pesée des camions. Une extraction papier a été présentée en séance (pour la période du 1er au 7 décembre 2022). Le registre est à jour et contient les informations requises, et notamment l'emplacement précis de stockage des déchets (n° du casier, n° de l'alvéole au sein du casier et hauteur de stockage). Un registre des refus est tenu à part, et envoyé régulièrement par l'exploitant à l'Inspection.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Quantité de compost

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/11/2021, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Respect des capacités de compostage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Capacité de l'installation au titre de la rubrique 2780 :</p> <p>Plateforme de compostage de déchets verts Installation de compostage (8 000 m²) de déchets verts Capacité 10 950 t/an de matières traitées</p>

Constats : Sur l'année 2022, le site a reçu 1 400 t déchets verts en mélange et 61 t de déchets végétaux d'élagage destinés au compostage.
La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions d'entreposage de compost

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/07/2009, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'entreposage de compost
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le stockage des matières premières et des compost doit se faire de manière séparée, sur des aires identifiées réservées à cet effet.</p> <p>Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie compostées ou stabilisées dans la zone correspondante est au minimum de trois semaines.</p> <p>La hauteur maximale des stocks est limitée en permanence à 3 mètres, elle s'applique également pour la hauteur des andains.</p> <p>La durée d'entreposage sur le site des composts produits est inférieure à un an. Les composts produits sont stockés par lots. La gestion des lots des composts permet de connaître à tout moment la date de fin de fabrication de chaque lot présent sur la plateforme de compostage.</p> <p>Constats : L'inspection s'est rendue sur la plate-forme de compostage lors du tour de terrain du site. Deux andains de déchets verts étaient formés. Les déchets en cours de maturation sont suivis avec des prises de température en temps réel pour suivre la cinétique de la fermentation.</p> <p>La hauteur des andains respecte la hauteur de 3 mètres. Un seul lot (2 andains) est présent sur la plate-forme.</p> <p>L'exploitant indique que les premières analyses du compost en cours de maturation sont réalisées au bout de 4 mois de fermentation. L'exploitant ne réalise pas de compost par voie accélérée. Le compost produit sur le site est, la plupart du temps, donné à titre gracieux à des agriculteurs des environs.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Unité de valorisation du biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2012, article 7.4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection de gaz – Maintenance et entretien des dispositifs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive.</p> <p>Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception</p>

de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, (...).

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. (...) Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion (...).

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

Constats : L'installation de valorisation du biogaz du site comporte 7 moteurs. Les 4 plus importants produisent de l'électricité et de la chaleur. Celle-ci est dédiée à l'alimentation du réseau urbain du Plessis-Gassot, de celui de Goussainville, et est aussi utilisée pour le traitement des lixiviats (évaporation). Les 3 autres moteurs ne produisent que de l'électricité.

S'agissant de la quantité de biogaz extraite des casiers, l'exploitant indique qu'il constate qu'elle atteint un plateau, car de moins en moins de matières organiques sont stockées sur site, d'où cette baisse de production de biogaz.

Le site extrait de l'ordre de 57M m³/an de biogaz.

L'énergie produite est de l'ordre de :

- 40 000 MWh/an thermique,

- 90 000 MWh/an électrique.

Des contrôles de l'installation sont réalisés tous les 6 mois par une entreprise extérieure spécialisée.

Le rapport de la dernière visite a été fourni en séance.

Le contrôle en question a été réalisé le 5 juillet 2022 par GfG France SAS.

L'intervention a concerné le contrôle et le calibrage de l'installation de détection de gaz du site.

Le bilan de l'intervention indique que l'installation est opérationnelle et conforme.

Les détecteurs sont représentés sur un plan qui a été présenté en séance à l'inspection par l'exploitant.

L'exploitant indique que les moteurs s'arrêtent automatiquement en cas de détection de gaz. Auquel cas, les torchères prennent le relai si besoin pour traiter les arrivées de biogaz.

L'exploitant précise que les torchères ne fonctionnent presque jamais.

L'exploitant indique que le nombre de moteurs de l'unité est adapté selon les quantités de biogaz extraites des casiers.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Ressource en eau et mousse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2012, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, répartis à l'intérieur des locaux (...), bien visibles et facilement accessibles (...),- des robinets d'incendie armés (...) répartis dans les locaux et situés à proximité des issues (...),- au moins un poteau d'incendie conforme aux normes en vigueur (...) placé à moins de 100 m des bâtiments et stockages des déchets.
Constats : Le rapport de la dernière vérification des extincteurs a été présenté en séance. Cette vérification a été réalisée par la société DESAUTEL. Elle montre que la situation est conforme et les moyens opérationnels. 30 extincteurs sont implantés sur l'unité de valorisation du biogaz. Les RIA ont également été contrôlés (4 RIA). Le rapport du 20 mai 2022 (société DESAUTEL) a été présenté. Le site (unité de valorisation du biogaz) dispose d'un poteau incendie privé. Il a été contrôlé par la société CEG. Le rapport a été présenté en séance. Il indique que le débit a été mesuré à 88 m³/h.
La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2012, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations de valorisation du biogaz doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration (...) : <ul style="list-style-type: none">- Poussières : 75 mg/m³,- SOx en équivalent SO2 : 400 mg/m³,- NOx en équivalent NO2 : 525 mg/m³,- CO : 1200 mg/m³,- COVNM : 50 mg/m³.

<p>Constats : L'exploitant indique que, dans la mesure du possible, il évite d'utiliser les torchères pour maximiser la valorisation du biogaz (Gaz torché = 1 % du volume).</p> <p>Des mesures des rejets atmosphériques sont réalisés une fois par an sur les torchères et surtout sur les rejets des moteurs.</p> <p>- MOTEURS (rapport SOCOTEC du 22/06/2022 fourni en séance) : Les résultats sont conformes sur tous les paramètres pour tous les moteurs. Un dépassement mineur mesuré en CO sur les moteurs n°3 (1200,2 mg/m³ pour une VLE à 1 200 mg/m³) et n°4 (1 231 mg/m³) Une contre-mesure en août 2022 a été réalisée sur ces deux moteurs, avec des résultats conformes.</p> <p>- TORCHERE (rapport SOCOTEC du 22/06/2022 fourni en séance) : Rapport présenté en séance, résultat conforme pour les 4 torchères.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rejets aqueux – VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, VLE des eaux résiduaires après épuration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des effluents dans le milieu récepteur et après épuration, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies.</p> <p>Rejet n°2</p>
<p>Constats : L'exploitant réalise son autosurveillance concernant la qualité des eaux rejetées selon les fréquences imposées.</p> <p>Il a présenté les rapports correspondants en séance. Ces rapports sont par ailleurs envoyés chaque trimestre à l'inspection.</p> <p>Les résultats (rejet n°2) sont conformes chaque mois sur l'ensemble des paramètres mesurés. A noter, un dépassement ponctuel en mars 2022 sur la DCO, un dépassement qui semble a priori un défaut analytique ou de mesure, compte tenu des résultats toujours largement conformes de ce paramètre, sans contexte particulier à cette période de l'année qui pourrait expliquer ce résultat.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Rejets aqueux – Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue un programme de surveillance de ses rejets aqueux. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. L'exploitant doit réaliser les mesures en continu des paramètres suivants : (rejet n°2) Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées au moins une fois par un et pour l'ensemble des paramètres.
Constats : L'exploitant réalise son autosurveillance concernant la qualité des eaux rejetées selon les fréquences imposées. Il a présenté les rapports correspondants en séance. Ces rapports sont par ailleurs envoyés chaque trimestre à l'inspection. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet